

Comment peut-on être djihadiste ?

Une tentative d'analyse du terrorisme islamiste

Le titre choisi ici ne se veut pas faussement modeste. Si la production orientaliste de ces quinze dernières années ou les difficultés de collecte d'informations par les services de renseignements occidentaux nous ont appris quelque chose, c'est qu'on se doit d'être extrêmement humble quant à la corrélation des écrits aux faits, et qu'il faut par la même occasion être très précis quant au thème qu'on choisit d'aborder. Cet article a pour but de se pencher très spécifiquement sur la menace que peut exercer le terrorisme islamiste aujourd'hui, que ce soit pour l'Europe ou le reste de la communauté internationale. C'est pourquoi le *djihadisme* est mis en avant, et non l'*islamisme* en général. Loin de vouloir construire une nouvelle expression exotique, le terme a été choisi pour une raison bien précise : éviter les amalgames douteux entre les « démocrates-musulmans », actuellement au pouvoir en Turquie par exemple, et les Talibans déchus. Certes, faire une telle distinction repose sur un présupposé de départ. Il sous-tend que l'on perçoit comme hors de propos une quelconque assimilation trop poussée entre islamisme et islam. Mais plus encore, cela signifie faire la différence entre les islamistes qui choisissent la voie de la violence, incitée ou active, et ceux qui acceptent le jeu parlementaire, pluraliste, et les libertés que cela implique, quand on leur donne l'opportunité de vivre sous un tel régime. On peut être profondément catholique, et croire que cette foi ne contredit pas un engagement politique, voire même que ce sentiment religieux signifie implicitement qu'il faut s'engager pour faire ce que l'on croit juste, notamment par le biais de la politique, dans le respect des autres êtres humains. Il en va de même pour les croyants musulmans, comme des autres religions. Rappelons ici que dans toutes les religions, on retrouve des personnes prêtes à l'action violente et au rejet des valeurs démocratiques de liberté et d'égalité au nom de la foi. Une telle approche peut être rejetée par les partisans de la simplification du fait islamiste, voire du fait musulman, mais le désir d'une Europe Puissance sous-tend un sens des réalités qui amène à rejeter toute approche fondée sur des préjugés, le préjugé occultant la réflexion et pouvant entraîner des erreurs stratégiques graves. La Turquie n'est pas l'Afghanistan des Talibans : le premier pays, dirigé par des islamistes élus et acceptant les règles démocratiques, a été une victime des attentats meurtriers d'Al Qaida. Le second, sous la coupe d'islamistes violents au pouvoir par la force des armes,

a soutenu et protégé des terroristes internationaux prêts à frapper aussi bien en Europe que partout dans le monde. Amalgamer ces deux islamismes radicalement différents, voire l'islam en général avec l'action islamiste réduite à sa forme la plus violente relève d'une approche d'abord liée à un sentiment anti-musulman, de plus en plus présent dans certaines franges des populations d'Europe et d'Amérique du Nord. Toutefois, il ne s'agit pas non plus de commettre une erreur pouvant provenir d'une crainte exacerbée de ce sentiment anti-musulman, et qui consisterait à mettre en avant une « bonne » vision de l'islam. Cette attitude, qui en soi n'est pas si éloignée de ce qu'elle cherche à combattre, a été dénoncée par Edward Saïd : en effet, elle tombe dans le piège de la simplification et du réductionnisme¹, tout comme l'islamophobie. Toutes les religions abrahamiques ont accepté et théorisé² l'idée de guerre sainte. Gardons nous de schématiser un phénomène complexe et politiquement sensible, afin d'éviter toute erreur d'interprétation.

Notre analyse propose une vue d'ensemble du terrorisme islamiste prônant le djihad en tant que composante importante de sa vision politico-religieuse. Une telle analyse, aussi nuancée et précise que possible, dynamique dans le temps afin de mieux saisir les tendances contemporaines, s'avère essentielle pour tous les partisans de l'Europe Puissance. L'Union doit pouvoir prendre en compte ce problème qu'est le terrorisme islamiste, mais sans se tromper d'ennemis, sous peine de « fabriquer » de nouveaux terroristes.

L'analyse se fera autour de deux grands points : on s'attardera d'abord sur les causes du djihadisme, en mettant en avant l'importance des causes non religieuses, à contre-courant du discours essentialiste dominant. Ensuite, nous présenterons rapidement l'état actuel de la structure djihadiste par excellence, Al Qaida, et les deux grands terrains de djihad pour le présent et l'avenir proche, terrains où la victoire reste primordiale pour la communauté internationale et les intérêts européens.

Nous insistons sur le fait qu'il s'agit ici d'un cadre de réflexion que nous développerons davantage ultérieurement: un certain nombre de points plus ou moins directement évoqués pourront être précisés dans les futures contributions d'Euro-Power. Nous nous proposons avant tout d'essayer de mieux comprendre le problème djihadiste dans sa globalité, et non de nous attarder sur des points momentanément d'actualité.

A propos de l'argumentaire religieux des djihadistes

L'analyse du corpus théorique des djihadistes, surtout des terroristes sunnites³, ne peut pas être oubliée, car cela reviendrait à faire la même erreur de jugement que les partisans de

l'explication culturaliste, en fondant tout le problème de l'extrémisme djihadiste sur un seul point. L'approche théologique sélective de la mouvance djihadiste appuie son argumentaire en lui donnant une teneur religieuse, et pour cette raison seule, elle ne peut être ignorée⁴.

Pour simplifier, on peut définir l'idéologie djihadiste comme étant le plus souvent « déobandi-wahhabite ». Cette approche s'appuie sur une des tendances de la théologie islamique, le littéralisme rigoureux visant à protéger la société et la religion par un conservatisme extrême. Tendance que l'on retrouve dans toutes les religions et qui aura souvent fourni des arguments aux extrémistes dans toutes les sociétés, ce qui infirme l'argument culturaliste partagé par les islamistes les plus durs et les partisans occidentaux de l'essentialisme, qui, quand il s'agit du monde musulman, explique tout à travers le Coran, comme si les sociétés musulmanes, à la différence du reste du monde, avaient vécu hors de l'Histoire depuis les premiers Califes.

La tendance littéraliste s'est d'abord appuyée sur deux théologiens importants, Ibn Hanbal et Ibn Taymiyya. Le premier a vécu au début du IX^{ème} siècle et a subi la répression *mutazilite*. Cette doctrine islamique, soutenue par le calife de l'époque, Al-Ma'mun, donnait une place très importante à la Raison. Elle a cherché à s'imposer sur tout le territoire califal par le biais d'une sorte d'Inquisition dont Ibn Hanbal a été l'une des victimes. Cette épreuve a renforcé sa tendance au littéralisme, devant permettre d'éviter ce type d'oppression et de déchirements interreligieux. Le second a vécu à une des époques les plus funestes du monde musulman : la menace croisée venait d'être éliminée après un long combat s'étalant sur plusieurs générations⁵, et l'invasion mongole avait été une menace plus grande encore, amenant à la destruction de la capitale de l'Empire islamique, Bagdad, et à la disparition temporaire du Califat. Face à une situation qui pouvait se révéler mortelle pour l'existence même de la religion islamique, Ibn Taymiyya a renforcé le littéralisme du hanbalisme, rejetant toute déviation ou interprétation divergente. Son approche n'eut pour adeptes que des personnes issues du milieu populaire et appréciant ses outrances. Il n'en fut pas de même du wahhabisme, qui, selon A. Meddeb, n'est qu'une pâle imitation de la réflexion théologique des deux auteurs précédents, s'inscrivant toujours dans une approche très littéraliste et conservatrice, mais qui a réussi à se constituer en force politique sur le long terme. Son fondateur, Muhammad Ibn Abd Wahhab, trouva un allié et un bras armé à son approche théologique par son alliance politique avec la tribu de Mohammed Ben Séoud, qui détenait ainsi une arme idéologique dans la lutte pour le pouvoir dans la péninsule. La victoire des Séoud au début du XX^{ème} siècle entraîna la prééminence du wahhabisme dans la péninsule, non sans heurts avec la famille royale. En effet, le roi saoudien Abdelaziz a écrasé dans le

sang la déviance des guerriers wahhabites, les *ikhwanes*, fin 1928, qui voulaient continuer le combat hors d'Arabie Saoudite et empêcher la modernité technique de pénétrer dans la péninsule, ce qui allait contre les intérêts du nouveau royaume. Le wahhabisme des mouvements djihadistes, comme ses prédécesseurs du début du siècle, sont pour beaucoup, à l'exemple d'Al Qaida, hostiles à la famille royale saoudienne. Si on a parlé plus haut d'une doctrine déobandi-wahhabite, c'est parce que cette doctrine du djihad s'est totalement formée dans les années 1980, lors de la lutte en Afghanistan contre les Soviétiques. Comme le rappelle Ahmed Rachid⁶, le mouvement déobandi, né au XIX^{ème} siècle, plutôt réformateur à l'origine, s'est « wahhabisé » pendant cette période de lutte. Le financement venu d'Arabie Saoudite a amené à l'adoption d'idées wahhabites d'autant plus rapidement que certaines approches (rejet des chiïtes, par exemple) étaient similaires, et que, sans véritable organisation hiérarchique, le mouvement s'est divisé en multiples groupes extrémistes rejetant la doctrine dominante d'origine. Les madrasas, ou écoles religieuses, de ces factions, situées à la frontière afghano-pakistanaise, étaient souvent le seul lieu de savoir pour les populations environnantes pauvres, face à un système éducatif national en grande difficulté. La situation de guerre et la propagande qui s'y attache, l'état économique et social local, firent le succès de cette doctrine déobandi-wahhabite, qu'adoptèrent notamment les combattants étrangers réunis en Afghanistan pour le djihad anti-soviétique, et qui devaient former l'ossature d'Al Qaida.

Si ce corpus théorique ne doit pas être éclipsé, le présenter comme une explication « clé en main » de l'ensemble du problème terroriste relève de la simplification à outrance. Ce serait une approche d'autant plus fautive quand on voit que la naissance et le développement de ces visions théologiques nourrissant l'idéologie djihadiste s'appuient sur des racines qui n'ont rien de purement religieuses. A chaque fois, comme dans d'autres zones culturelles, ce sont des causes politiques, économiques, sociales, et non strictement religieuses, qui expliquent l'émergence de cette approche très conservatrice nourrissant aujourd'hui la rhétorique des partisans de Ben Laden. Malgré tout, la simplicité même de cet argumentaire entraîne une popularité non négligeable pour ce type d'explication, notamment quand on cherche à comprendre le succès d'Al Qaida. Dans un certain nombre d'analyses européennes ou américaines, on prête au wahhabisme une omnipotence largement exagérée, faisant de cette doctrine la seule clé explicative du positionnement politique des djihadistes. Certains analystes présentent ainsi l'Arabie Saoudite comme l'unique source des maux terroristes, ce

qui doit amener à une guerre et au dépeçage en règle du pays¹, voire même, dans la mouvance néoconservatrice américaine notamment, à imaginer un « lobby wahhabite » mystérieux et tout puissant derrière l'ensemble des organisations arabes et musulmanes². Cette propension à l'essentialisme, dénoncée par Pascal Ménoret³, cache derrière la théologie musulmane les raisons plus diverses et autrement plus banales qui poussent un certain nombre de personnes à s'engager dans les rangs d'Al Qaida ou d'autres groupes djihadistes. Cela ne signifie pas que la théorie religieuse qui permet de soutenir le terrorisme islamiste est secondaire : par exemple, la haine anti-chiite est particulièrement pertinente pour comprendre pourquoi une minorité de djihadistes sunnites choisissant le terrorisme à outrance veut à tout prix combattre la majorité chiite en Irak. La mise en avant de la théorie religieuse s'avère toutefois un danger analytique dans la mesure où elle devient un vernis trompeur aux yeux des Occidentaux, vernis qui empêche de voir des explications du passage à l'acte terroriste autrement plus prosaïques, et que nous devons prendre en compte pour combattre avec efficacité le terrorisme djihadiste.

L'importance des causes non religieuses du djihadisme

Pour commencer, il semble légitime d'avancer l'idée selon laquelle l'engagement dans le djihadisme est une réponse possible à l'oppression ou à l'humiliation. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'excuser tout attentat terroriste par le processus de victimisation, mais seul un essentialisme particulièrement radical peut concevoir le problème djihadiste sans prendre en compte le fait que des personnes peuvent choisir l'extrémisme face à une situation politique oppressante. La source de cette oppression peut venir de l'État même, quand ce dernier refuse un certain nombre de libertés à ses citoyens, pour différentes raisons. Comme l'a montré François Burgat⁷, c'est la répression sans distinction entre l'islamiste modéré et le djihadiste déterminé à passer à l'action violente qui a produit un terrain favorable au terrorisme dans un certain nombre de pays musulmans. En effet, l'islamiste peu disposé à l'action violente ne pouvait que se radicaliser par son emprisonnement ; ce qui signifiait en termes pratiques un gonflement des rangs des organisations les plus extrémistes. Il est à remarquer que plus l'État prend une forme à tendance démocratique et accepte un certain degré de liberté pour ses

¹ Voir Laurent Murawiec, *La Guerre d'après*, Paris, Albin Michel, 2003, notamment pp.261 à 279, le chapitre « dé-saoudiser l'Arabie ».

² Stephen Schwartz, « *Communists and Islamic Extremists – Then and Now* », FrontPageMagazine.com, 8 juillet 2002.

³ Pascal Ménoret, « La triste comédie de l'essentialisme », 27 septembre 2004, www.oumma.com.

citoyens, moins il se sera retrouvé confronté à des actions terroristes menées par une part de la population locale. Ainsi, alors que dans les années 1990, certains pays musulmans ont souffert d'un djihadisme « local », la Turquie n'a pas connu la même situation, en tout cas en ce qui concerne le djihadisme *stricto sensu*. Comme l'a fait remarquer Jean-Pierre Touzanne⁸, cela vient en partie du fait que l'islamisme modéré a trouvé sa place dans un système politique de plus en plus ouvert et respectueux de l'Etat de droit. La démocratie turque, même partiellement sous le joug militaire, a au moins l'avantage d'éviter l'oppression que l'on observe ailleurs.

L'oppression peut également être le fait d'autrui, par une situation de colonisé ou de conquis à la merci d'un occupant rarement respectueux des droits humains. Le psychiatre palestinien Iyad Sarraj, cité par Barbara Victor⁹, a bien expliqué le rôle de l'humiliation née de l'occupation israélienne sur le psychisme des jeunes générations palestiniennes. Ces jeunes gens ont pu voir à maintes reprises leurs amis ou leurs familles se faire humilier lors d'un contrôle, battre, emprisonner, voire tuer. C'est une situation générale, vécue par toute la population, à tel point que la mort, le désespoir et le désir de revanche deviennent une part intégrante du quotidien. C'est ce qui fait de la société palestinienne un endroit où le kamikaze devient un personnage à part entière de l'imaginaire politique palestinien. Si réaliser un attentat-suicide était en soi uniquement lié au choix du wahhabisme contre tout ses adversaires théologiques, le phénomène kamikaze devrait être répandu également dans l'ensemble du monde musulman, où la majorité des populations vit dans des sociétés marquées par la globalisation, avec ce qu'elle signifie d'influences non-islamiques. Pourtant, ce n'est pas le cas. En revanche, dans les situations d'occupation entraînant des exactions contre une population donnée, on retrouve ce même phénomène kamikaze, qui allie revanche personnelle et lutte nationale. On peut prendre comme exemple le cas d'Elsa Gazoueva, qui s'est faite exploser à Ourous-Martan le 29 novembre 2001, tuant sur le coup un militaire daghestanais et son escorte, après la mort de son mari, un combattant tchéchène. Chez les Palestiniens, on a le cas tristement emblématique de Raëd Zaharneh, qui a commis un attentat-suicide le 6 avril 1994, dans un bus à Afula. S'il combattait pour ses compatriotes palestiniens, on se rend compte dans son testament vidéo que cet enfant a accepté de devenir le premier kamikaze du Hamas également pour venger d'énormes souffrances personnelles lors de périodes d'emprisonnement ou de contrôle : privation de sommeil et d'alimentation, imposition de la méthode du *shabeh*¹⁰, passages à tabac, menaces de viol¹¹. Dans les deux cas, il s'agit de drames humains ayant des causes politiques. Le djihadisme ne vient qu'après coup, comme réponse face à la non-résolution des injustices commises. Les pays européens ne

peuvent pas se voiler pudiquement la face devant ces problèmes, et uniquement dénoncer les factions extrémistes islamistes qui se renforcent dans ces situations d'oppression. Un dialogue constructif avec tous, qui évite les simplifications et les mises en accusation, doit être associé à la lutte anti-terroriste *stricto sensu*. Le rejet de la mise en accusation doit concerner autant que possible le pays qui a la capacité d'oppresser, dont une part significative de la population est partisane d'une attitude violente contre un autre peuple par peur, souvent exacerbée par des causes non strictement liées au conflit. Il doit également concerner les représentants des populations opprimées, qui ne sont pas toujours les plus modérés politiquement ou les plus appréciés par les chancelleries occidentales. La frontière est mince entre la stigmatisation du non-respect des droits humains élémentaires, qui doivent être respectés par tous et pour tous, et le fait de s'ériger en donneurs de leçons, mais bien choisir la première et non la deuxième approche est essentiel, afin de permettre à un dialogue sain et raisonnable de s'imposer. Cette vision peut sembler idéaliste, voire naïve, mais elle se veut, au contraire, réaliste. Aucun Etat n'acceptera de se voir présenter comme la source de tous les maux dans un conflit. Aucune population ne peut supporter une oppression souvent associée à un rejet de type raciste ou essentialiste sans produire des extrémistes en son sein, extrémistes qui peuvent exporter la guerre ailleurs dans le monde pour faire entendre leurs voix, ou qui peuvent s'associer à d'autres extrémistes pour mener des actions terroristes. Face à ces faits, les Etats européens doivent savoir jouer une juste partition, prenant en compte les souffrances des populations, qu'il ne faut jamais oublier sous peine de nourrir le terrorisme, mais aussi les peurs, même si elles sont jugées irrationnelles, les tensions politiques, et la culture politique de certains Etats.

L'autre grande cause logique du choix du djihad est bien sûr le nationalisme. Le terme « nationalisme » peut même être décomposé : dans certains cas, l'attachement au djihadisme se constitue sur une base tribale. Plus souvent, il se fait sur une base nationale classique. Enfin, le djihadisme le plus pur est celui qui se dote d'une sorte de « nationalisme de la *Oumma* », un patriotisme qui englobe l'ensemble des terres de la communauté musulmane.

Le tribalisme est particulièrement flagrant dans l'importance djihadiste en Afghanistan. En effet, les Talibans ont d'abord été un phénomène créé par les écoles coraniques déobandi-wahhabites en milieu pachtoun. Le djihad contre l'Alliance du Nord, avant la campagne américaine, a été vu avant tout comme une lutte pachtounne dont le but était de restaurer la primauté de l'ethnie qui a fondé la nation afghane dans le passé. Quant aux renforts venus d'eux-mêmes du Pakistan lorsque les Américains ont attaqué, il s'agissait

d'abord de Pachtouns citoyens de ce pays. Et aujourd'hui encore, l'opposition à l'autorité du président Karzaï vient de « néo-talibans » opérant dans les zones pachtounes, et en grande partie pachtouns eux-mêmes. Certes, la religion islamique ne connaît que des Croyants, et pas de nationalité, mais les mollahs des madrasas¹² dans lesdites zones confondaient allègrement la Loi Divine *stricto sensu*, la charia, et le « Pachtounwali », le code d'honneur pachtoun. Et pourtant ledit code est bien souvent en contradiction avec la religion islamique. Ainsi, contrairement aux prescriptions coraniques, une femme ne peut hériter dans le système pachtoun. Mais on peut faire remarquer que dans un milieu aussi traditionaliste et ethniquement marqué, la charia doit très vite se confondre avec la tradition locale : après tout, la religion musulmane accepte que, sur les questions juridiques, si la charia n'a pas de réponse claire, la coutume de la zone soit prise en compte¹³. On peut donc voir derrière le militantisme djihadiste des Pachtouns, aussi bien en Afghanistan que dans un Pakistan qu'on craint toujours, de façon quelque peu caricaturale, de voir se talibaniser, un tribalisme cherchant à imposer son code social dans la sphère publique.

L'autre nationalisme, le plus important, est bien sûr le nationalisme classique. Face à un ennemi extérieur, une nation musulmane attaquée met en exergue son amour de la patrie, de son passé, de sa culture, tous trois marqués par un phénomène commun, l'Islam. C'est donc souvent en termes religieux que les résistants locaux s'expriment : ainsi les Tchétchènes présentent leur lutte d'indépendance contre les Russes comme un *ghazavat*, une guerre sainte. De même, les mouvements islamistes *Hezbollah* et *Hamas*, s'ils sont djihadistes selon une définition extrêmement large englobant tout groupe usant de la rhétorique religieuse et de l'arme du djihad pour s'imposer, sont également, voire avant tout, des nationalistes. Il est significatif que les *Hezbollahi* se déclarent partisans de la libération de ceux qu'ils considèrent comme leurs « frères » arabes palestiniens, mais qu'ils ne combattent concrètement que pour un territoire libanais, à savoir les Fermes de Chebaa. De même, le Hamas utilise des arguments de théologie islamique proches des djihadistes internationalistes quand ils s'expriment sur la sacralité de leur Terre ou sur les questions sociales. Pourtant, au vu des souffrances palestiniennes et de la réalité du terrain, l'idée de négocier avec l'État hébreu, chose impensable pour quelqu'un comme Ben Laden, ne les gêne pas forcément *a priori*, si les droits et la dignité du peuple palestinien sont respectés. Mieux encore, ils accepteraient un État sur les frontières de 1967, même de façon « provisoire »¹⁴, avant la conclusion d'un vrai processus de paix. Cela signifie non seulement négocier avec un ennemi honni par les

djihadistes du monde entier, mais accepter de fait de lui abandonner une part significative du territoire palestinien¹⁵.

A partir de là, on ne peut que constater le fait qu'associer des groupes combattant pour une cause bien précise, souvent une cause nationale, comme la question palestinienne, et un mouvement terroriste comme Al Qaida serait faux. Non seulement il s'agit d'une erreur, mais en outre d'une approche contre-productive : une association poussée entre djihadistes internationaux comme Al Qaida, et luttes nationalistes, signifierait des gains substantiels pour les premiers en termes de prestige, de zones de repli, et de compétences¹⁶. Dans une guerre contre le terrorisme dans lequel les Européens sont pleinement impliqués, aucune victoire militaire ne compenserait un tel échec dans la guerre pour le cœur et l'esprit des populations du monde musulman.

Enfin, il y a le « nationalisme de la *Oumma* » ou « du *Dar el-Islam* »¹⁷, ce sentiment qui pousse certains à considérer l'ensemble des terres dans lesquelles les croyants sont en difficulté comme leur patrie. Ici, il est primordial de faire la différence entre ce nationalisme et l'attachement qu'un musulman ou qu'un islamiste non violent peut ressentir pour l'ensemble de la communauté des croyants. Ledit attachement l'amènera à soutenir par des moyens pacifiques ses coreligionnaires qu'il juge menacés ou maltraités, ou tout simplement à exprimer son insatisfaction par rapport à une situation donnée, par des manifestations, des dons humanitaires, des productions intellectuelles, etc. Mais cette réaction affective ne le détournera pas des réalités du quotidien, ne l'amènera pas à poser des bombes, à déclarer la guerre à l'Occident dans son ensemble, ou même à partir combattre en abandonnant sa famille et ses responsabilités. La personne qui part combattre au nom du nationalisme « oummaïste » s'avère souvent très marquée par une approche idéologique et intransigeante de la religion, qui peut venir d'une recherche identitaire, parfois en réaction face à une situation personnelle passée qui a mis la personne aux marges de la société. Le converti américain Aukaï Collins, qui a laissé un témoignage écrit de sa lutte pour ses coreligionnaires¹⁸, est un exemple de nationaliste du territoire islamique. Il est clair que son enfance difficile, sans cadre familial réel, a joué un rôle dans son engagement décidé dans le djihad. Il s'est notamment engagé dans la lutte pour la Tchétchénie, car il considérait cette cause comme juste et justifiée d'un point de vue religieux. On peut encore considérer que ce dernier est un nationaliste de l'*Oumma* « modéré », car ledit engagement, extrêmement fort, ne l'a pas empêché de se mettre au service du gouvernement américain, notamment en raison du rejet d'une tendance plus extrémiste au sein du mouvement djihadiste. On trouve aussi d'autres exemples de

profils similaires parmi les enfants issus de l'immigration musulmane en Occident qui choisissent le combat armé pour la *Oumma*, comme l'a montré Omar Guendouz dans une enquête journalistique inédite¹⁹.

Le nationalisme de la *Oumma* est la forme la plus « pure » de djihadisme, dans le sens où le sujet ne s'attache plus à une cause locale, mais considère véritablement une construction de l'esprit, la « Communauté des Croyants » prise comme un tout, comme sa véritable Nation. Elle s'appuie parfois sur une approche fantasmée du monde, amenant certains djihadistes à réclamer la « restitution » de l'Andalousie autrefois musulmane. Mais ce type d'engagement peut être plus largement vu comme la réponse à une « souffrance par procuration », comme l'a exprimé Fährad Khosrokhavar. Le djihadiste internationaliste ressent cette souffrance du Tchétchène, ou du Cachemiri, en partie car il est en recherche de son identité propre, et que cette lutte lui donne une identité large et valorisante, celle du *moudjahid* combattant pour les musulmans assaillis par les non-musulmans. Il s'agit souvent de quelqu'un ayant un certain bagage intellectuel, capable de comprendre plusieurs cultures, mais qui a également subi un rejet de l'extérieur sous la forme du racisme, ou un dégoût de l'Occident venant de son analyse politique de la situation internationale. Le processus d'adoption d'idées radicales est souvent associé à un fort retour à l'islam quand la famille était musulmane mais peu pratiquante. L'attrance se fait alors naturellement pour un islam considéré comme monolithique, comme la religion des déshérités qui subissent « l'arrogance occidentale »²⁰. Cette recherche d'identité amène également certains convertis à faire le même parcours intellectuel, les amenant à devenir des internationalistes du djihad, même si, sur cette question également, il faut bien se rendre compte qu'il ne s'agit que d'une minorité.

Poussée à l'extrême, la logique du « nationalisme de la *Oumma* » entraîne un rejet de tout ce qui est un tant soit peu hétérodoxe, de tout ce qui ne suit pas la même vision du monde, de tout ce qui n'est pas soi. Cela signifie en premier lieu que l'extrémiste de cette tendance sera prêt à s'en prendre aux personnes musulmanes ne partageant pas sa vision théologique. Les attaques contre les chiites menées par des terroristes sunnites en Irak en est le parfait exemple. Ce rejet de l'autre que partagent certains nationalistes de la *Oumma* n'est pas sans rappeler la vision de l'extrême droite occidentale, preuve supplémentaire que le terrorisme djihadiste est moins une production culturelle qu'une tendance humaine qui se retrouve quels que soient la culture et le moment dans l'Histoire. Cela ne signifie pas que l'expression « islamo-fascisme », parfois utilisée par certains analystes, ait vraiment un sens : le fascisme, comme le nazisme, ont des particularités historiques réelles. Parler d'« islamo-fascisme » est la meilleure façon de simplifier trop vite un mouvement contemporain

complexe, qui a évolué dans le temps, et qui continuera à le faire, selon la situation géopolitique internationale, elle-même bien différente de celle qui a permis l'éclosion des régimes totalitaires en Europe de l'Ouest. Certes, des points communs existent, et il est bon de s'en rappeler quand on analyse une situation dans un pays donné. Mais les similarités ne doivent pas nous amener à plaquer un schéma passé sur une situation contemporaine bien différente. Encore une fois, il est très important ici d'accepter la difficulté d'analyse d'un phénomène assez mal connu dans les faits (pour sa frange terroriste au moins), mouvant, sur lequel on a fait nombre de pronostics erronés par le passé. Toute simplification peut amener à une erreur dans la perception de la menace, ce qui est un risque bien trop grand quand on se souvient des attentats de ces dernières années.

Il est bien évident ici, encore une fois, qu'il faut distinguer la personne glissant effectivement vers un discours d'intolérance entraînant un engagement violent, et le discours identitaire parfois outré et limité dans le temps comme dans les propos tenus, plus une preuve de méconnaissance de la culture islamique (qu'elle soit ou non la culture d'origine) que d'une véritable radicalisation. Loin de céder à ce qui serait une approche « politiquement correcte », ce point est extrêmement important dans la lutte politique et intellectuelle contre le terrorisme islamiste. Une approche outrée et culturaliste du phénomène de réislamisation dans les quartiers déshérités des banlieues européennes ne peut être qu'une bénédiction pour les prêcheurs de haine qui cherchent à faire croire aux enfants d'une population immigrée, souffrant déjà d'une situation économique très difficile, ainsi que du racisme, que leurs patries non-musulmanes les rejetteraient sciemment uniquement parce qu'ils sont musulmans. Chacun ici doit savoir prendre ses responsabilités, si le but recherché est bien de combattre le terrorisme islamiste, et non d'alimenter le rejet anti-musulman, et par là même l'argumentaire des partisans d'Al Qaida.

On trouve également parmi les nationalistes de la *Oumma* ceux qui ont toujours continué la lutte, notamment en passant du combat contre les Soviétiques à l'entourage de Ben Laden, en se chargeant notamment de former les nouvelles recrues venues s'entraîner entre autre en Afghanistan dans les années 1990. On rencontre aussi les islamistes déjà recherchés ou « fichés » dans leurs pays, pour qui ce statut d'internationaliste est la seule porte de sortie. Ainsi des islamistes radicaux fraîchement sortis de prisons en Egypte et au Yémen entre septembre et octobre 2003, n'ayant guère d'avenir dans leurs pays respectifs, sont partis faire le djihad en Irak. On pense qu'ils étaient en tout à peu près 1300²¹. On peut considérer les nationalistes de la *Oumma* comme les plus extrémistes des djihadistes, vu qu'ils ne combattent pas pour une cause concrète et limitée, mais pour une révolution islamique

dans l'ensemble du monde musulman, et pour s'opposer autant que possible à l'Occident, dans une guerre qui semble sans fin. Cela explique les rapports parfois difficiles qu'il peut y avoir entre les djihadistes purs et durs et leurs équivalents nationaux ou locaux. Ainsi en Tchétchénie, si les internationalistes ont été bien accueillis en temps de guerre, lors de la courte période de paix avant la seconde guerre de Tchétchénie, il y a eu un affrontement armé d'importance entre les internationalistes associés aux wahhabites les plus extrémistes dans la population tchétchène, et les autres groupes de résistants. Et cela est arrivé uniquement du fait des internationalistes et des extrémistes wahhabites locaux, qui avaient poussé très loin leur agenda islamiste face à un président Maskhadov d'abord soucieux d'éviter la guerre civile²².

Ainsi, autant les deux autres nationalismes peuvent se trouver neutralisés par des concessions politiques quand elles sont raisonnablement acceptables et justifiables, autant il est difficile d'avoir un véritable dialogue politique avec les groupes internationalistes, qui seront toujours une source d'instabilité. Il semble donc difficile de gérer les nationalistes de la *Oumma* autrement que d'une façon militaire. Une bonne politique anti-terroriste pourrait donc être, d'un point de vue général, de prendre en compte les souffrances et les demandes politiques légitimes des populations, pour les empêcher, autant que possible, de succomber au discours radical de groupes terroristes comme Al Qaida. Il faut être capable d'offrir les moyens politiques de la modération à ceux qui le souhaitent, tout en combattant avec force les plus extrémistes, ceux qui choisissent la voie de la violence aveugle et du rejet de l'« Autre civilisationnel » par principe. Seule une politique anti-terroriste allant dans ce sens pourra permettre un affaiblissement sur le long terme de la menace djihadiste, et de là le ciblage et la destruction des structures les plus extrémistes sera réellement efficace, car l'une des principales causes de l'engagement dans le djihad aura été neutralisée.

Enfin, il ne faut pas oublier une autre motivation importante, bien éloignée des réflexions théologiques : la situation économique. Depuis le cas Al Qaida, bon exemple du fait qu'il ne faut pas forcément être pauvre pour avoir une vocation de djihadiste et de kamikaze, il est de bon ton d'oublier cette cause non-religieuse, pourtant essentielle quand on prend le phénomène djihadiste au sens large. Ainsi, quand on regarde un groupe comme le *Lashkar-e Taiba* qui lutte contre les autorités indiennes au Cachemire, l'analyse est très claire. Le groupe djihadiste recrute certes quelques wahhabites dont le père a travaillé dans la péninsule arabique, et quelques diplômés d'universités anglaises et fils de l'immigration pakistanaise. Mais la majorité des soldats du djihad au Pakistan est composée de non-

diplômés, sans perspective d'avenir, souvent rejetés par la société dans laquelle ils vivent²³. La situation économique désastreuse de bon nombre de pays musulmans constitue donc également un facteur producteur de djihadistes : sans avenir politique, sans perspectives économiques, un jeune désœuvré peut se tourner vers le djihad avec la même facilité que son équivalent dans une société européenne sinistrée des années 1930 pouvait se rapprocher du stalinisme ou du fascisme.

Tant que ces problèmes ne seront pas abordés de front, le djihadisme ne manquera jamais de troupes ou d'aspirants à l'attentat-suicide. Tant que les problèmes politiques marquants concernant le monde musulman ne seront pas au moins en voie de résolution, toute propagande religieuse anti-wahhabite, toute recherche d'un « bon islam » mis en avant de façon artificielle, s'avérera vide de sens. Tant que la question économique ne sera pas prise en compte, certaines analyses nous amèneront à faire des erreurs tactiques lourdes de conséquences. Car si le discours religieux est bien présent, et si, pour des raisons culturelles ou historiques, les populations européennes et américaines peuvent être déstabilisées par la phraséologie des terroristes islamistes, leur force vient d'abord d'autres sources, que nous aurions tort de négliger au nom d'un discours culturaliste qui n'aura servi, pour l'instant, qu'à produire plus de terroristes.

Un djihadisme toujours vigoureux, actif sur deux champs de bataille principaux

Ces causes non religieuses du djihadisme sont d'autant plus importantes que, malgré la guerre contre le terrorisme lancée fin 2001, la situation actuelle d'Al Qaida n'est pas celle d'une organisation en déroute.

Il est vrai que pour un groupe terroriste, la victoire tient à peu de choses : il lui faut avant tout survivre²⁴. En effet, c'est en tant que structure que l'organisation peut fédérer les mécontents et continuer à exister : qu'une grande partie du groupe soit éliminée d'un seul coup, ou qu'un trop grand nombre de têtes pensantes du mouvement soient capturées en même temps, et le djihad perd sa logistique. Le grand avantage actuel d'Al Qaida vient du fait qu'il y a peu d'informations totalement sûres concernant le groupe. Par exemple, combien sont-ils, ces djihadistes formés au combat par Al Qaida, et prêts à combattre pour Ben Laden ? En la matière, force est de constater que les spéculations restent hasardeuses. En effet, quand le meilleur spécialiste de l'organisation, Rohan Gunaratna, affirme que 10 000 à

100 000 recrues ont été formées dans les camps afghans d'Al Qaida, il ne dit rien d'autre que la méconnaissance généralisée d'un nombre approximatif plausible²⁵. De même, les chiffres présentés ici ou là sont d'une incroyable hétérogénéité : quand, en juillet 2003, l'IISS (*International Institute for Strategic Studies*) estime que pas moins de 18 000 djihadistes entraînés par Al Qaida sont sans doute opérationnels et libres, une source anonyme de la CIA, à peu près à la même époque (juin 2003) ne parle que de 180 hommes au mieux²⁶. Cette imprécision sur des données aussi élémentaires explique qu'à chaque fois qu'un « grand nom » d'Al Qaida tombe, ou qu'un énième numéro 3 de l'organisation se fait prendre par les services secrets américains ou alliés, rien ne se passe réellement. Ce que l'on sait, ou que l'on croit savoir, sur le renouvellement des cadres d'Al Qaida, montre que loin d'être affaibli, le groupe de Ben Laden se diversifie et sait se renouveler avantageusement. Ainsi, il ne se tourne plus, ou de moins en moins, vers les Moyen-Orientaux, qui ont fourni les cadres des « Afghans-Arabs » pendant la guerre contre les Soviétiques, venant d'un milieu éduqué et ayant un passé de militant islamiste. Aujourd'hui, il leur préfère de jeunes *moudjahidins* pakistanais, qui il y a peu ne s'intéressaient qu'à leur lutte locale pour le Cachemire, et aujourd'hui seraient prêts à mourir pour leur chef saoudien²⁷. Ils ont l'expérience du combat (contre les soldats indiens), et bénéficient d'un certain capital de sympathie, toujours lié à la lutte pour une cause nationale, autre point dont ne bénéficiaient pas forcément leurs prédécesseurs moyen-orientaux. Il apparaît donc, d'après nos connaissances, que cette nouvelle génération de cadres et de soldats de l'Islam serait assez conséquente. Selon le journaliste Owais Tohid, ils seraient au moins plusieurs centaines, ce qui retire à Al Qaida toute crainte quant à son nombre d'agents recruteurs et d'éducateurs de la prochaine génération djihadiste. Ici, cette victoire du groupe terroriste trouve ses racines dans le passage d'un pan entier de combattants marqués d'abord par un conflit local au « nationalisme de l'Oumma » évoqué plus haut. Preuve, s'il en fallait encore, que laisser des situations politiques s'envenimer au niveau régional est la meilleure façon de renforcer le terrorisme international. Les pays de l'Union devraient avoir ce fait à l'esprit quand ils réfléchissent à une politique étrangère et de sécurité commune.

La génération djihadiste du début du 21^{ème} siècle semble en tout cas déjà avoir deux terrains d'action principaux, qu'ils soient affiliés à Al Qaida ou non : l'Afghanistan et son entourage immédiat, notamment le Pakistan et les pays d'Asie Centrale, et la zone pétrolière proche-orientale, englobant la péninsule arabique et l'Irak occupé.

L'importance de l'environnement afghan, incluant l'Afghanistan et ses voisins, ne peut pas être sous-estimée: après tout, il s'agit d'une zone qui reste menacée, la campagne d'Afghanistan n'ayant pas totalement vaincu ni Al Qaida, ni les Talibans. En effet, une fois que ces derniers ont perdu les villes, ils sont juste retournés à leur élément naturel savoir la campagne pachtoune. Quand l'avancée de l'Alliance du Nord et des Américains s'est arrêtée, le gros des forces talibanes n'avait fait qu'opérer un repli stratégique, avec leurs armes et sans subir des pertes irréparables. Al Qaida, de son côté, a procédé à l'évacuation méthodique d'une bonne partie de ses troupes. Il semblerait que cette procédure avait déjà commencé au début de la riposte américaine sur le terrain, le 7 octobre 2001. Un certain nombre de djihadistes arabes furent notamment envoyés hors de la zone de combat pour éviter qu'ils se fassent prendre. Les deux principales batailles ayant opposé les forces américaines et l'Alliance du Nord aux partisans de Ben Laden et aux Talibans, à Tora Bora et à Shahi Kowt, n'auraient même été que des diversions ayant permis à des djihadistes fidèles au Saoudien de s'enfuir. Non contents de réussir à mener une bonne opération d'évacuation face à la première puissance mondiale, ils ont fait preuve d'une valeur militaire bien supérieure à celle des Pachtoune islamistes, comme ont pu le constater un certain nombre d'officiers américains. Cela ne rend que plus alarmant le fait que ces hommes bien entraînés se soient dispersés avec leurs alliés afghans. Les uns comme les autres n'ont plus subi aucune pression militaire réelle des États-Unis à partir de mars 2002, ce qui leur a permis de se réorganiser, permettant le début d'un retour en force à partir de l'été 2003²⁸. A partir de cette période, les djihadistes locaux et internationaux ont repris pied en Afghanistan, et sont désormais assez forts pour prendre l'initiative face aux Américains et aux ONG occidentales, considérées comme ennemies, se trouvant sur le terrain.

Cette situation s'avère être un grand danger potentiel pour les pays d'Asie Centrale et le Pakistan. En effet, toute instabilité en Afghanistan joue contre les États musulmans anciennement soviétiques, un problème que les pays de la zone ont souvent mis en avant dans leurs relations avec les pays occidentaux. Ainsi, à l'époque des Talibans, le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) a pu trouver refuge dans le territoire tenu par les djihadistes, et a mené des incursions et des actions violentes en Ouzbékistan et en Kirghizie en 1999 et en 2000. Certes, aujourd'hui, le MIO est affaibli, car le mouvement a combattu aux côtés des Talibans lors de l'offensive américaine, et a été écrasé sur le terrain. Mais l'État ouzbek n'est pas à l'abri d'une résurgence de cette mouvance terroriste, qui a clairement choisi la voie internationaliste. Par ailleurs, Tachkent a toujours un problème djihadiste extrêmement

préoccupant, vraisemblablement encore lié au MIO. La preuve en a été faite entre le 28 et le 31 mars 2004, jours marqués par une série d'attentats à la bombe dans la capitale, suivis d'échanges de coups de feu. Le bilan fut de 33 terroristes et 10 policiers tués, 4 tués civils, et 36 blessés. Si la menace présumée venant du *Hizb ul-Tahrir*, groupe islamiste très bien organisé mais non violent, a peut-être été exagérée, et s'il ne faut pas négliger les possibilités de déstabilisation non-islamistes pour la région, notamment les questions économiques et le fléau du trafic de drogues, il serait dangereux de penser que les actions violentes de groupes ou groupuscules violents, pouvant peut-être s'appuyer sur des terroristes internationalistes, appartiennent au passé. De même, pour le Pakistan, toute situation troublée sur sa frontière avec l'Afghanistan signifie une possibilité de débordements à l'intérieur du territoire pakistanais lui-même, avec tout ce que cela signifie d'atteintes à la situation sécuritaire de ce pays, trop facilement condamné par nombre d'analystes occidentaux, voire même parfois considéré comme perdu d'avance. La tendance à surestimer l'importance de l'islamisme le plus dur dans ce pays amène à sous-estimer le désastre que signifierait sa déstabilisation à cause du problème afghan. Le Pakistan a été d'une grande aide pratique dans la traque des djihadistes internationalistes : ce sont les forces pakistanaises qui ont arrêté des grands noms du terrorisme comme Khalid Cheikh Mohammad et Abu Zubaydah. En tout, pas moins de 700 membres ou sympathisants d'Al Qaida ont été appréhendés, ce qui met à mal l'approche d'un Pakistan nécessairement peu efficace dans la guerre contre le terrorisme. Le fait est que les destins de l'Afghanistan et du Pakistan sont assez fortement liés, et qu'une nation afghane à nouveau abandonnée à son sort et aux Talibans mettrait le Pakistan dans une situation difficile, ce qui serait une menace pour l'ensemble de la région. De même, un Pakistan déstabilisé réduirait très fortement les chances de voir dans un avenir proche un Etat afghan à peu près stabilisé, et luttant avec efficacité contre les seigneurs de guerre et les mafias locales. L'imbrication de l'arme nucléaire pakistanaise, des tensions qui pourraient naître entre un Pakistan déstabilisé et l'Inde ou de la transformation de l'Afghanistan comme base de repli pour les djihadistes, de l'importance du trafic de drogues dans la zone visant essentiellement le marché européen, exige des dirigeants européens un intérêt tout particulier pour l'avenir sécuritaire de la zone en général, et pour la stabilisation de l'Afghanistan en particulier.

L'autre zone d'intense activité djihadiste est bien sûr la zone stratégique pétrolifère composée de la péninsule arabique et de l'Irak. La première a été récemment secouée par des actions terroristes inspirées directement ou non par al Qaida. On ne sait pas si les djihadistes affiliés à Ben Laden sont plus importants depuis peu dans le royaume, ou s'ils sont juste plus

actifs. Ce qui semble plus sûr, c'est que le soutien au chef d'Al Qaida est assez fort au sein de la population. On parle ainsi de 95% des Saoudiens de 25 à 41 ans qui auraient de lui une opinion plutôt favorable ; et il y aurait des admirateurs du chef djihadiste historique jusque dans les services secrets²⁹. Ici encore, il ne faut pas céder au désir de simplification : ne pas prendre le chiffre de 95% au pied de la lettre, mais plutôt le voir comme représentant un courant d'opinion important, qui peut avoir sa source dans des causes très diverses, des causes qui ne sont pas toutes assez profondes pour amener à un passage à l'acte terroriste. Car dans les faits, si c'était le cas, l'Arabie Saoudite serait déjà passée sous la coupe d'Al Qaida, ce qui n'est pas arrivé. Par ailleurs, les autorités saoudiennes ont mené à l'intérieur de leur territoire la lutte contre les terroristes, ce qui discrédite l'approche réductrice de l'Arabie Saoudite comme le centre d'une sorte d'« Empire du Mal », non plus communiste comme la Russie dans le passé, mais islamiste, menant l'ensemble de la radicalisation dans le monde musulman. L'idée selon laquelle Riyad serait le cerveau omniscient et omniprésent d'un « Komintern » vert, que tout le mal terroriste viendrait de l'Arabie Saoudite, ne prend pas en compte les multiples causes du problème djihadiste, et cherche une cible simple pour une question bien trop complexe pour être réglée par la mise à l'index d'un seul pays. Ce qui doit plutôt intéresser les partisans d'une lutte efficace contre le terrorisme islamiste ici, c'est que le risque djihadiste dans ce pays ne s'arrête pas à la déstabilisation de la seule famille princière. Robert Baer avait brossé un tableau apocalyptique au début d'un de ses ouvrages³⁰, montrant comment un attentat terroriste rondement mené et visant l'industrie pétrolière saoudienne pourrait casser l'économie mondiale en même temps que les Séoud. Il semblerait que ce scénario soit également envisagé par Ben Laden, vu qu'il a appelé les djihadistes à frapper les installations pétrolières en Irak et en Arabie Saoudite³¹. Dans le scénario de M. Baer, le plan élaboré était mené à bien par une association de circonstance entre extrémistes chiïtes et sunnites. En réalité, les djihadistes présents en Arabie Saoudite pourraient, à eux seuls, être un danger pour le premier État producteur de pétrole au monde, et donc pour une économie européenne fortement dépendante du pétrole moyen-oriental. Et cela d'autant plus que des combattants djihadistes proches de ceux qui ont porté la guerre en Arabie ont pris pied chez un autre grand producteur de brut, l'Irak, qui se retrouve dans une situation de quasi-guerre civile. La situation en Irak est loin d'être rassurante pour l'avenir : la résistance à l'occupation américaine unit djihadistes de la *Oumma*, djihadistes locaux, nationalistes irakiens, et anciens experts des services de l'Ancien Régime baathiste. En bref, cette lutte pour la démocratie en Irak, voulue par l'administration Bush, a fourni aux djihadistes de la nouvelle génération un équivalent de l'Afghanistan qui a formé les grands noms du terrorisme islamiste

contemporain. L'équivalent de l'Afghanistan, mais bien plus riche, stratégiquement crucial pour l'économie occidentale, et situé à proximité du premier producteur de pétrole au monde, qui se retrouve du coup lui-même menacé par l'avenir incertain de la nation irakienne. Il est clair que le terrorisme international a connu des jours plus sombres...

Une telle situation ne peut être que préoccupante. C'est pourquoi la prise en compte des aspects multiples de la lutte à mener contre le terrorisme et le refus de toute exagération ou simplification sont essentiels pour combattre le djihadisme. Les groupes comme Al Qaida se nourrissent de situations non religieuses difficiles, qu'ils associent à une approche de la religion en concordance avec leur vision prônant une lutte éternelle entre blocs de civilisation. Céder à la tentation de la simplicité au nom du refus du politiquement correct, ne mettre en avant qu'une seule cause, qu'une facette du problème, ou pire encore, ne mettre en avant qu'une approche culturaliste rejetant la faute sur l'islam en tant que religion, c'est faciliter aux propagandistes de Ben Laden une politique de recrutement active. L'Europe, par sa proximité géographique, historique et humaine avec le monde musulman, par sa dépendance face aux matières premières venant du Moyen-Orient, ne peut se luxe de ne pas chercher à comprendre le phénomène djihadiste dans toute sa complexité. Après les attentats à Madrid et à Londres, il est bien clair que l'Union ne pourra trouver la paix que lorsque les organisations prônant la violence et la haine de l'Autre culturel, et/ou donnant les moyens à des individus de perpétrer de tels actes, seront mises hors d'état de nuire. Au-delà des actions de police, voire des actions militaires, nécessaires pour débusquer les dirigeants terroristes et leurs troupes, il est essentiel de prendre en compte les questions politiques et économiques qui ont toujours été les causes primordiales des désordres et des révolutions.

Didier Chaudet,
Analyste-politique pour Euro-Power

¹ Edward Saïd, « Islam Through Western Eyes », *The Nation*, 26 avril 1980.

² Peter Partner, *God Of Battles. Holy Wars of christianity and Islam*, Princeton, Princeton University Press, 1998, pp.1, 6 et 7.

³ Le terrorisme venant d'organisations chiites n'est plus réellement d'actualité, depuis l'essoufflement de la révolution iranienne. Au niveau international, c'est le terrorisme venant de l'espace sunnite, notamment représenté par Al Qaida, qui est à prendre en compte.

⁴ Nous nous appuyerons d'abord, pour ce point théorique, sur l'ouvrage de Abdelwahhab Meddeb, *La Maladie de l'islam*, Paris, Seuil, 2002.

⁵ Il ne faut pas oublier le traumatisme que furent les Croisades pour les sociétés musulmanes de l'époque, traumatisme qui a durablement marqué les perceptions politiques de la communauté islamique dans son ensemble. Voir Amin Maalouf, *Les Croisades vues par les Arabes*, Paris : collection Littérature Générale, 1999, 315 pp.

⁶ Ahmed Rachid, *L'ombre des Taliban*, Paris, coll. Autrement, 2001.

⁷ François Burgat, *L'islamisme en face*, La Découverte, 1996, p. 140 et 144.

⁸ Jean-Pierre Touzanne, *L'islamisme turc*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.99.

⁹ Barbara Victor, *Shahidas, les femmes kamikazes de Palestine*, Paris, Flammarion, 2002, 277p.

¹⁰ Torture qui vise à forcer un détenu à se tenir sur une longue période dans une position douloureuse.

¹¹ Voir Laurence Haïm, *Les Bombes humaines. Enquête au cœur du conflit israélo-palestinien*, Paris, édition de La Martinière, 2003, pp.29 à 36.

¹² Mot arabe usuellement utilisé pour « école coranique »

¹³ voire l'emporte sur le corpus religieux lui-même.

¹⁴ Un provisoire qui, dans les faits, pourrait s'avérer permanent. Il faut savoir ici aller au-delà de la rhétorique des acteurs. Pendant une bonne partie des années 1990, la majorité des Palestiniens a accepté un processus de paix qui n'a pas toujours pris en compte leurs intérêts, car ils y voyaient une opportunité de vie dans de meilleures conditions. Si un Etat palestinien se construit sur les frontières de 1967, objectif rêvé par la partie palestinienne lors des accords d'Oslo, il sera difficile au Hamas d'entraîner la population palestinienne plus loin. Par ailleurs, même avec un Etat palestinien sur les frontières de 1967, la réalité économique voudra que les destinées israélienne et palestinienne soient intrinsèquement liées. L'idéologie ne pourra rien faire contre les relations économiques quotidiennes et les besoins mutuels des deux partenaires. Par ailleurs, même avec une aide extérieure forte d'Etats moyen-orientaux, jamais le nouvel Etat palestinien, qui aura déjà bien à faire en termes de politique intérieure, n'aura la capacité militaire de l'Etat hébreu. Quoi qu'il arrive, si une « trêve » permettant la naissance d'un Etat viable palestinien a lieu, il s'agira d'une trêve éternelle. Au-delà du discours électoraliste, il est important que les décideurs européens ne se laissent pas bernier par la peur essentialiste sur ce dossier. Que ce soit du côté israélien ou du côté palestinien, le fait est que des extrémistes se trouveront toujours en situation de force grâce à la crise, que ce soit dans l'opposition ou au gouvernement. Il faut réussir à les amener à la modération et au dialogue par tous les moyens, plutôt que de les ostraciser, sous peine de les renforcer et de les pousser à réaffirmer une logique « dure », contraire à la perspective d'une véritable paix au Moyen-Orient, paix essentielle pour la sécurité européenne.

¹⁵ Khaled Hroub, *Hamas, political thought and practice*, Washington D.C, Institute for Palestine Studies, 2002, p.73.

¹⁶ L'un des mouvements djihadistes les plus compétents en terme de lutte est sans conteste le Hezbollah, organisation islamo-nationale, et non Al Qaida, organisation terroriste transnationale.

¹⁷ Respectivement « communauté des Croyants » et « Territoire de l'Islam ».

¹⁸ Aukaï Collins, *My Jihad*, New York, Pocket books, 2002.

¹⁹ Omar Guendouz, *Les Soldats Perdus de l'Islam. Les réseaux français de Ben Laden*, Paris, Ramsay, 2002, pp.23 à 82, notamment.

²⁰ Fhrad Khosrokhavar, *Les Nouveaux Martyrs d'Allah*, Paris, Flammarion, 2002, pp.231 à 242.

²¹ « Anonymous », *Imperial Hubris. Why the West is Losing the War on Terror*, Washington D.C, Brasseys Inc., p.98. « Anonymous » est le surnom pris par un analyste de haut rang des services secrets américains pour écrire cet ouvrage.

²² Voir Comité Tchétchénie, *Tchétchénie, dix clés pour comprendre*, Paris, La Découverte, 2003.

²³ Mariam Abou Zahab, Olivier Roy, *Réseaux islamiques. La connection afghano-pakistanaise*, Paris, CERI-Autrement, 2002, p.41.

²⁴ « Anonymous », op. Cit., p.60

²⁵ Rohan Gunaratna, *Inside Al Qaida. Global Network of Terror*, New York, Columbia University Press, 2002, p.8



²⁶ Pour le chiffre IISS, voir « *Transnational Terrorism after the Iraq War* », *Strategic Comments*, volume 9, n°4, 1^{er} juillet 2003. Pour la source anonyme, David E. Kaplan, « *Playing Offense* », *U.S. News and World Report*, 2 juin 2003.

²⁷ Voir Owais Tohid, « *New Wave of Al Qaida leadership* », *The Christian Science Monitor*, 5 octobre 2004.

²⁸ « *Anonymous* », pp. 62, 64, 65.

²⁹ « *Anonymous* », *op. cit.*, p.72.

³⁰ Robert Baer, *Or Noir et Maison Blanche. Comment l'Amérique a vendu son âme pour le pétrole saoudien*, Paris, JC Lattès, 326 p.

³¹ AFP et Figaro, « *Un message attribué à Ben Laden et diffusé sur internet* », 16 décembre 2004.